



# COMpte-rendu de la table

## « PRIX – À LA RECHERCHE D'UN ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL »

## PARTICIPANTS À LA TABLE

- **Bernard Mayné** - Prix Juste Producteur / Collège des Producteurs
- **Nanou Carels**, Province de Namur
- **Catherine Rousseau**, Fédération des Services Sociaux / Agricultrice
- **Stéphane Lejoly**, SAWB
- **Jean-Yves Hansart**, Ceinture alimentaire du Tournaisis
- **Ludovic Maisin**, Duo Catering
- **Tania Florent**, REALCO
- **Jeanne Collard**, TCO / La cuisine des champs

## INTERVENTION DE C.ROUSSEAU (FDSS)



La **FdSS** fournit des services qui appuient les organisations qui luttent contre la pauvreté. Au sein de cette fédération, Catherine Rousseau anime la coordination des services de l'aide alimentaire (600 en Région wallonne).

Au terme de la période COVID, l'aide alimentaire a fortement augmenté : en Belgique, 600.000 personnes dépendent de l'aide alimentaire pour faire face à leurs besoins. **En Région wallonne, 1 enfant sur 4 grandit dans une famille qui est en situation de pauvreté.**

Ceci pour souligner l'importance d'un repas scolaire avec une remarque : c'est souvent dans les écoles en discrimination positive qu'on ne trouve plus de cantine. **Un repas chaud quotidien et de qualité à une influence importante sur le bien-être, sur la santé (d'aujourd'hui mais future) et de plus, il conditionne les capacités d'apprentissage et donc tout l'avenir des enfants.** Bernard Devos (Délégué général aux droits de l'enfant), relate les résultats d'une étude qui dit qu'un enfant qui a été accueilli en cantine à la crèche et en école maternelle a beaucoup plus de chance d'avoir de meilleurs résultats scolaires mesurés au niveau de la deuxième année primaire. C'est donc une grande responsabilité sociétale de fournir à ces enfants une alimentation de qualité via les cantines scolaires.

Il faut par contre **éviter qu'une augmentation de qualité de l'alimentation servie dans une cantine s'accompagne d'une augmentation du prix du repas qui serait synonyme de nouvelles exclusions sociales**, ce qui accentuerait cette alimentation à deux vitesses que l'on connaît déjà.

La FdSS défend le principe de la **gratuité des repas en cantines scolaires pour tous** et pas uniquement pour les publics fragilisés. Cette revendication se fait pour tous afin d'éviter la stigmatisation. Si on prône la gratuité pour certains, il faut alors veiller à ce qu'elle ne soit pas stigmatisante.

Catherine **interpelle les autorités publiques car ce n'est ni aux uns (cantines), ni aux autres (acteurs de l'approvisionnement), de faire des efforts supplémentaires. Il y a dans ce cas une responsabilité collective et publique à faire se rencontrer l'offre et la demande pour une alimentation de qualité à des prix accessibles.**

## INTERVENTION DE B.MAYNÉ (PRIX JUSTE)

Pour nous donner un ordre d'idée, quelques chiffres sont présentés pour exprimer le côté producteurs.

### Chiffres de 2018 du DEMNA :

- ✓ **Le revenu annuel d'un éleveur est de 6.208€ ;**
- ✓ Le revenu d'un éleveur possédant des cultures est de 8.950€ ;
- ✓ Le revenu annuel d'un éleveur laitier possédant des cultures est de 16.897€ ;
- ⇒ **Le revenu annuel du citoyen moyen est de 17.281€ !**

Le prix du porc actuellement est de 0,75 cents le kg auprès de l'éleveur et pour atteindre un prix rémunérateur, il devrait être de 1,35 cents le kg.

Dans 10 ans, 55% de nos producteurs seront partis à la retraite car ils ont 55 ans et plus. Il n'y a plus que 900 jeunes actuellement prêts à reprendre une exploitation.

Une étude en France a démontré que **sur 100€ dépensés pour l'alimentation, il n'y a que 6,5€ qui reviennent à l'agriculteur**. En 2.000, on en était à 12€ : la situation s'aggrave en termes de rémunération des agriculteurs.

**L'objectif du label « Prix juste producteurs » est de remettre le producteur au centre de la relation commerciale.**



## ÉCHANGES

### Intervention de Jeanne Collard :

Les transformateurs sont actuellement coincés entre les préoccupations liées à l'accès à tous d'une part et le juste prix producteurs d'autre part. **Les transformateurs ont également du mal à s'en sortir** sauf avec des sparadraps. Ils essayent de travailler sur la diminution de consommation de viande, la diminution du gaspillage alimentaire, ce qui demande beaucoup d'énergie pour arriver à concilier les deux points d'attention. **Il faut donc aussi une juste rémunération des travailleurs dans les cuisines.**

### **Intervention de Jean-Yves Hansart :**

Au niveau de la ceinture alimentaire du Tournaisis, ils sont en lien avec les différents pôles : production, transformation, et utilisateurs des cantines. Un tableau nous est projeté concernant une étude faite sur la mise en place d'une légumerie : on fait face à une équation avec des paramètres qui ne peuvent être résolus. Un modèle financier montre que si on veut rémunérer les producteurs à un prix juste, les résultats d'exploitation sont négatifs. La seule façon d'atteindre la rentabilité est d'augmenter le prix des repas. On essaye donc de concilier l'inconciliable.

La seule piste que l'on peut considérer est d'avoir, **au niveau de la Région wallonne, un appui structurel sur le prix** autre qu'un simple appui financier sur des investissements tels que les halls relais agricoles.

La mise en place d'une politique de subsidiation telle que celle qui est mise en place en France pourrait être une solution. Quels critères, quel calendrier, quel budget ?

Au niveau des groupes inter-ceintures, une réflexion est engagée sous forme d'un plaidoyer politique.